

L'électrochoc du cdH : fatal ou salvateur ?

« Le PS est devenu un boulet. Trente ans au pouvoir sans interruption, ce n'est pas sain ». **Maxime PREVOT**

3 ans. Le gouvernement PS-cdH ne sera pas allé au bout.

LA DÉCISION

Gouverner avec le PS, c'est fini. Mais pas gouverner tout court, précise le cdH. « Au final, le MR a le choix entre le PS ou le cdH »...

• **Martial DUMONT**
et **Pascale SERRET**

Le courriel est envoyé à la presse à 12 h 30 : une « *déclaration exceptionnelle à l'issue du Bureau politique du cdH* » est annoncée pour 13 h 15. Quand Benoît Lutgen fait son apparition rue des Deux-Églises, les JT de la mi-journée se terminent. Il y a un peu de retard.

Sans doute à cause des coups de fil qu'il fallait passer avant. On n'a rien négocié, dit-on au cdH. Rien préparé. Rien bétonné. Mais tout de même, on a prévenu les autres de l'annonce imminente.

« l'appel solennel »

Les autres... Elio Di Rupo a été averti le premier. Et il n'a pas aimé ce qu'il a entendu. D'ailleurs, il parle de « *désertion* » et de « *trahison* » du cdH. Le suivant sur la liste des gens à prévenir : Olivier Chastel pour le MR. Puis Olivier Maingain pour DéFI, Zakia Khatibi pour Écolo... À 13 h 30, la tournée téléphonique est finie. Il reste à faire l'annonce publique, face aux caméras et à un parterre d'élus cdH.

La décision aurait été prise le matin même, lors du Bureau du parti : le cdH doit lancer un « ap-

Elio Di Rupo a été averti le premier. Et il n'a pas aimé ce qu'il a entendu. Puis le MR, DéFI, Écolo...

pel solennel au MR, à Écolo, à DéFI et à tous ceux et toutes celles qui partagent nos constats [...] pour mettre en place de nouvelles majorités positives en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles ».

« les gens sont remontés... »

Benoît Lutgen parle de « *rupture immédiate* ». Et de fait, tout s'arrête. Les travaux du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, commissions et séance plénière, sont annulés pour toute la semaine.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase cdH ? Le Samusocial. Le scandale de trop. Lutgen le dit clairement dans son intervention. « *La cupidité de certains a dépassé l'entendement. La conscience sociale a été emportée par l'appât du gain. L'affaire du Samusocial est profondément choquante* ». Mais le

vase était déjà bien plein, ajoute-t-on par ailleurs.

Un cadavre qui a assisté au Bureau de parti hier matin confirme : « *Où qu'on aille, les gens sont remontés contre le PS. Tout le monde nous demande comment on fait pour rester avec eux. On n'est déjà pas en grande forme. On ne va pas rester avec un bateau qui coule.* »

La double option du MR

« *Tous les dossiers patinent, lâcheté on rue des Deux-Églises (siège du cdH). C'est devenu ingouvernable. Même si le PS n'a pas le monopole des affaires* (ça aussi, le président du cdH l'admet dans son discours, NDLR), *plus rien n'avance. Ils sont d'une fébrilité absolue. Ils sont occupés par d'autres choses. Toute l'énergie part dans la surenchère de mesures à prendre pour compenser les scandales...* », entend-on.

« *Le PS est devenu un boulet. Trente ans au pouvoir sans interruption, ce n'est pas sain. Quand on discute avec les gens ils ont moins peur de la N-VA que du PS...* », ajoute-t-on encore.

Du coup, le cdH a deux options : être dans un gouvernement avec une majorité alternative (voir ce que donneront les négociations en cours avec le MR, Écolo et DéFI) ou siéger dans l'opposition (lire page 4)

L'électrochoc a donc été administré. Au final, rue des Deux-Églises, on a maintenant cette vision de la situation : le MR a aussi deux options. Celle de monter au gouvernement avec le cdH ou avec le PS. « *Ce n'est pas sans risque. Mais on a l'habitude.* » ■

LES RAISONS

Un calcul électoral pur

● **Martial DUMONT**

Pourquoi le cdH a-t-il débranché la prise maintenant ? La réponse tient plusieurs points.

1. Un calcul purement électoral en Wallonie et à Bruxelles

Les sondages pour le cdH sont très mauvais. Il se retrouve régulièrement 4^e voire 5^e parti en Wallonie. Benoît Lutgen le sait : les prochaines élections risquent fort de sonner le glas de son parti.

En appelant le MR et Écolo (et Defi à Bruxelles) à faire un nouveau pacte de majorité, Lutgen prend les devants. Il pense que, ce faisant, il pourra sans aucun problème reconduire sa nouvelle majorité lors des régionales de 2019.

De l'opportunisme pur. Parce que Lutgen le sait aussi : s'il attend, et même si le PS sera en chute en 2019, une alliance MR-PS ne serait pas à exclure. Parce que Di Rupo et Magnette avaient encore deux petites années pour négocier avec Chastel et le MR. Lutgen a joué l'électrochoc.

2. Un boulevard au fédéral

Lutgen sait que le MR rêve de gouverner. Et il lui en donne, maintenant l'opportunité.

Mais tout ça se paye aussi. Et il est plus que probable que le Bastognard a négocié avec Chastel avant même son annonce fracassante. Le deal ? Faire monter le MR au régional... et se garantir une place au fédéral en 2019... sans le PS.

Le MR, lui, se sentirait moins seul, et les critiques qui le poin-

tent régulièrement du doigt comme n'étant pas assez représentatif des francophones au fédéral, pourraient alors (un peu) se taire. Bref tout le monde y trouverait son compte. Enfin sauf le PS.

3. L'effet Macron

La sortie de Lutgen au lendemain des législatives françaises est tout sauf anodine. Le président du cdH veut prendre l'exemple de l'Hexagone qui opère une véritable révolution politique en faisant croire que c'est possible en Wallonie aussi.

Avec, évidemment le cdH au centre... du jeu. Ah le centre, c'est l'avenir ma bonne dame. Et ce n'est pas avec un PS radicalisé qu'on fera avancer le Schmilblick. Lutgen pense

sans doute que, comme en France, le PS est mort en Wallonie et à Bruxelles. Et n'est donc plus fréquentable. C'est un peu la tique qui change d'hôte parce qu'il n'y a plus rien à sucer.

4. Les affaires, moment opportun

Les affaires se multiplient au PS. Qui devient virtuellement inaudible auprès d'une bonne

partie de la population. C'est donc le bon moment, juge Lutgen. La bête est à terre, il faut l'achever. Et se nourrir sur sa carcasse.

Omettant au passage de dire que, notamment dans l'affaire Publifin, le cdH est mouillé jusqu'au-dessus de la tête. Omettant de dire aussi que, malgré tout, le PS a été extrêmement généreux en ne débranchant pas la prise au moment de l'af-

faire de l'Office Wallon des Déchets gérée de manière calamiteuse par Carlo Di Antonio, ou encore au moment de l'affaire Milquet à la Fédération.

Bref, c'est un momentum. Une opportunité politique unique et salvatrice pour un parti croupion appelé à vivoter dans les années à venir. Un cynisme noir. Et qui ne grandit pas la politique. ■

« Ces derniers mois ont été rythmés par des affaires à rebondissement. Nous sommes dégoûtés. »

Benoît LUTGEN,
président du cdH

« Chaque scandale handicape l'action des gouvernements. »

« Le PS porte une responsabilité écrasante dans l'ampleur des scandales. La rupture doit être immédiate. »

« Je lance un appel au MR, à Écolo et à Défi pour mettre en place des majorités positives. »

« Cela passera par l'exemplarité. La rupture est nécessaire. Elle doit être immédiate. »

LES RÉACTIONS

Magnette (dimanche midi) : « Lutgen en un mot ? Loyal... »

C'était dimanche sur la RTBF. Paul Magnette, ministre président wallon répondait à Pierre Kroll qui lui montrait une photo de Benoît Lutgen. Il devait le décrire en un mot. « Loyal » avait dit Magnette. Qui a l'air bien malin aujourd'hui. Magnette n'a pourtant pas réagi hier. Le PS dans son ensemble pas trop non plus à vrai dire. Tout juste le président du Parti socialiste a-t-il « pris acte

de la trahison du cdH. »

Il invite aussi « tout un chacun à ne pas être dupe des justifications invoquées par le président du cdH. À l'heure où le PS se positionne clairement en faveur du décumul, le cdH a manifestement pris peur. »

En clair, le cdH aurait pris peur en voyant les projets de décumul avancés par les socialistes. De surcroît, ajoute Di Rupo, « les gouvernements régionaux sont engagés dans un tra-

vail de fond pour développer l'économie et améliorer la vie quotidienne des citoyens. La décision du cdH bloque toute avancée rapide en faveur des Wallons et des Bruxellois. C'est une attitude irresponsable. » Hier soir, dans les cabinets à Namur et Bruxelles, on faisait déjà ses paquets et on tentait de réaliser le séisme : pour la première fois depuis 1988, le PS va sans doute se retrouver, à son corps défendant, dans l'opposition. Une révolte ? Non sûre, une révolution... ■

M. Dum.

Gosuin (Défi) dit non à ce « genre de combine »

« Mettre cul par-dessus tête ce n'est pas une méthode... » La réflexion de Didier Gosuin, ministre bruxellois (Défi) l'annonce de la communication du cdH.

« J'ai, moi-même, exprimé dans une carte blanche des critiques envers le PS après notamment le scandale de Publifin, a-t-il ajouté. Mais ce n'est pas ce que le citoyen attend. Lui veut du sérieux dans la gestion et pas du calcul politique. » Pour le ministre bruxellois, le cdH tente en effet de sauver sa tête en sortant de la sorte. « Ils ont été un long compagnon de route du PS, agir de la sorte, c'est une manière de se donner du poids »,

confirme-t-il.

Du côté du MR, Olivier Chastel a répondu favorablement à l'appel aux discussions lancé par Lutgen. « Depuis plusieurs mois, nous ne cessons de dénoncer l'inertie des gouvernements fédérés », déclare Olivier Chastel. « En Wallonie, en Fédération Wallonie-Bruxelles et à Bruxelles, les ministres présidents socialistes con-

sacrent leurs forces à sauver leur parti. La gestion des entités fédérées passe totalement au second plan. Le redressement des entités fédérées est vital. Le MR répondra donc favorablement à

un appel au dialogue politique sur l'avenir des entités fédérées ».

Enfin, la coprésidente d'Écolo

Zakia Khattabi refuse de réouvrir le débat de la gouvernance à une question de gouvernement. « Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas une question de casting ou de gouvernement, mais de gouvernance », a affirmé Khattabi. Qui doute fortement de la sincérité de la motivation du cdH. « Entre hier, où les ténors du cdH disaient du bien du cumul, et aujourd'hui où ils parlent de changement de casting et de tête, ils ont changé de perspective », s'est étonnée la coprésidente d'Écolo. Pour son parti, « la question du gouvernement ne se pose pas ». « Nous mettrons dès mercredi des propositions de gouvernance sur la table, à l'intention de l'ensemble des partis », a-t-elle ajouté. ■

« C'est une opération de tentative de sauvetage. »

Olivier MAINGAIN,
président de Défi

38 sièges sur 75. La majorité cdH-MR qui pourrait se créer à la Région wallonne. C'est court.

Les différents scénarios pour les prochains jours

L'orange bleue tient la corde

LE MECANISME

Le cdH claquant la porte, des majorités alternatives vont devoir se mettre en place. Orange bleue sans doute. Mais d'autres possibilités existent.

• Martial DUMONT

Dans les heures qui viennent, une motion de méfiance constructive va sans doute être présentée aux Parlements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Plusieurs majorités alternatives sont envisageables.

1. MR-cdH (et Écolo ?) Les réformateurs sont en train de réfléchir à la proposition du cdH pour former des majorités alternatives. Mais le MR n'est pas chaud bouillant. D'abord parce qu'au Parlement wallon, avec le cdH seul, ils compteraient 38 députés sur 75, ce qui est vraiment très (trop ?) juste. D'autant qu'en commission, tout serait bloqué et seule la séance plénière pourrait trouver une majorité.

À la Fédération Wallonie-Bruxelles, MR et cdH n'ont même pas la majorité (46 sur 94).

En Wallonie, l'idéal serait de compter sur l'appui d'Écolo. Et à la fédération pareil. Mais on doute que les Verts se laissent embarquer dans ce petit jeu risqué à deux ans des élections. Même topo pour Défi dont le président a vertement critiqué la tactique de Lutgen. Et qui demandera d'énormes garanties à tout le moins. Le cdH n'en peut plus en matière de gouvernance ? Voyons jusqu'où il veut aller, dit-on chez Défi.

Et puis, il y a un autre twist : à vrai dire, Le MR a un peu la trouille d'aller se coller au cdH, un parti qui a lui-même collé aux basques du PS depuis des années.

Cela dit MR-cdH du moins en Wallonie, reste, la coalition la plus plausible.

2. PS-MR Si le MR ne saute pas sur la proposition du cdH (qui a pour lui de nombreux avantages, lire page 2-3), il pourrait malgré tout se lier... au PS et renvoyer le cdH dans l'opposition. Après tout, c'est la coalition qui était envisagée pour le prochain gouvernement wallon, dans deux ans. Sauf que nous sommes aujourd'hui. Et que si le MR pouvait espérer que le PS se refasse une virginité d'ici les élections régionales, il est pour l'heure dans le bougnou complet. Pas du tout sûr qu'Oli-

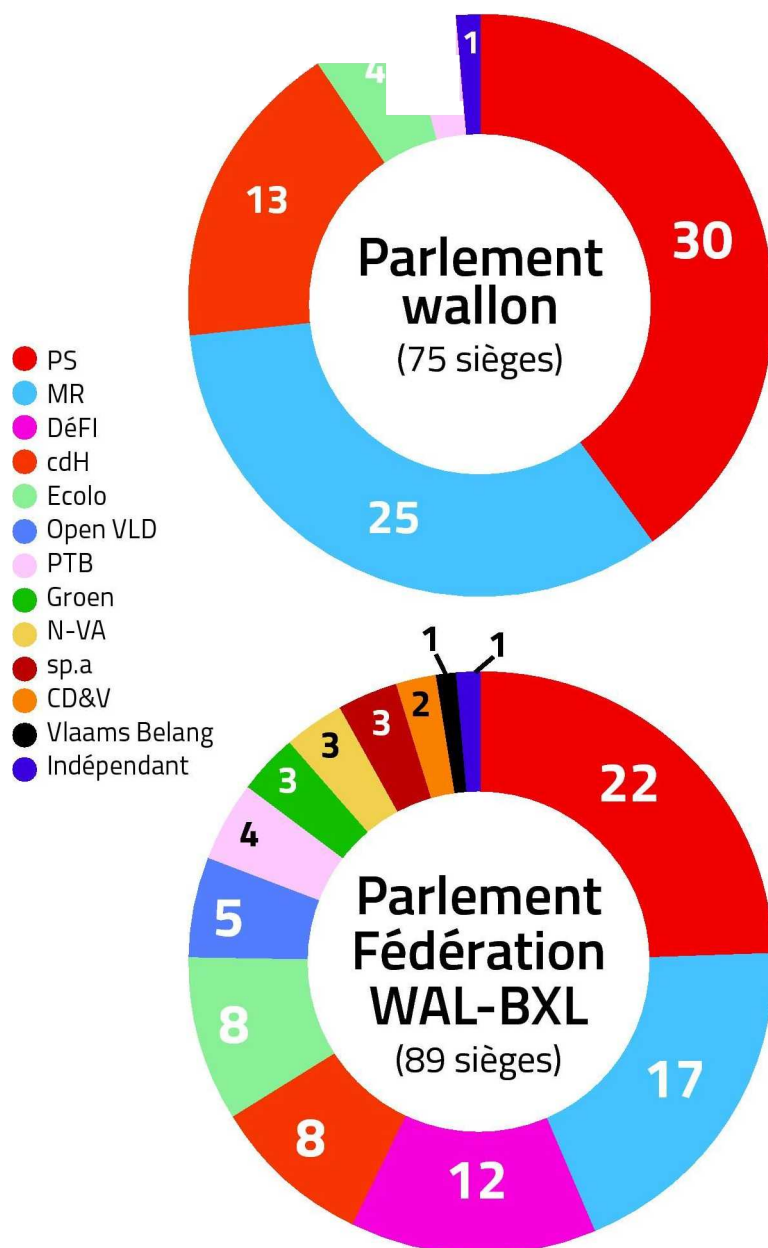
vier Chastel veuille pour l'heure se lancer dans l'aventure avec des parias politiques que son chef de file wallon, Pierre-Yves Jeholet, ne cesse de dézinguer.

Par contre, il est certain que Paul Magnette tentera l'impossible pour convaincre Chastel de se lier à lui. Sans doute en lui promettant de grandes avancées en matière de gouvernance... et sur le plan économique. Cette coalition aurait par ailleurs l'avantage de donner une confortable majorité tant en Wallonie qu'à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

3. Le PS seul... et en affaires courantes Et si le MR disait non au cdH et non au PS ? C'est une possibilité qui compliquerait singulièrement la situation. Parce que la loi ne prévoit pas de retour aux urnes dans les entités fédérées. Seule sortie de secours dès lors : le PS pourrait, en Wallonie et à la Fédéra-

Le MR n'est pas forcément chaud bouillant, mais malgré tout tenté par la proposition du cdH.

tion, gouverner... seul. On se retrouverait alors dans une situation inédite où un parti serait en minorité gouvernementale. En clair, le gouvernement entrerait en affaires courantes. Pour deux ans... ■



Une motion de défiance

PROCÉDURE ♦ Tout député du Parlement wallon peut, à tout moment, présenter une motion de méfiance à l'égard du gouvernement wallon ou d'un ou de plusieurs de ses membres.

Cette motion n'est recevable que si elle recueille la signature de huit députés et présente un successeur au Gouvernement wallon, ou, selon le cas, à un ou plusieurs de ses

membres. Le vote sur la motion ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de quarante-huit heures. Elle ne peut être adoptée qu'à la majorité des députés. L'adoption de la motion emporte la démission du gouvernement wallon ou du ou des membres contestés, ainsi que l'installation du nouveau Gouvernement wallon ou du ou des nouveaux membres.

Le gouvernement wallon peut aussi décider à tout moment de poser la question de confiance sous la forme d'une motion. Elle a d'office priorité sur les autres motions relatives au même

sujet. Le vote sur cette motion ne peut intervenir qu'après un délai de quarante-huit heures. Elle ne peut être adoptée qu'à la majorité des députés. La motion posant la question de confiance n'est adoptée que si la majorité des députés y souscrit. Si la confiance est refusée, le Gouvernement wallon est démissionnaire de plein droit. Si le Gouvernement wallon ou un ou plusieurs de ses membres sont démissionnaires, il est pourvu sans délai à leur remplacement. Tant qu'il n'a pas été remplacé, le gouvernement démissionnaire expédie les affaires courantes.

Lutgen pris à son propre jeu

Benoît Lutgen n'a visiblement pas pensé à tout en lançant son tsunami sur la Wallonie et sur Bruxelles.

On dirait en fait qu'il n'a pensé qu'à la Wallonie. Parce qu'il n'y a que là qu'une majorité alternative avec le seul MR est envisageable. En Fédération, c'est impossible (lire par ailleurs).

Que dire alors de Bruxelles ? Là, le cdH aura besoin de Défi pour former une majorité. cdH et MR ne rassemblent en effet que 26 sièges sur un total de 89 (dont 72 francophones). Même avec Écolo, ça ne serait pas assez.

Avec Défi, en tout cas, ce n'est pas gagné. Car les exigences, comme à la Fédération seront énormes. En plus, du côté de Défi, on a clairement l'impression que Lutgen a voulu jouer un coup. Et qu'il n'est pas vite gêné alors que son parti a participé activement aux scandales qui pourrissent la vie politique depuis des mois.

« C'est une opération de tentative de sauvetage » a dit Olivier Maigain.

« Si le cdH avait voulu avancer en matière de gouvernance, il aurait pu le faire durant les dernières années » dit le président de Défi.

Qui, en plus s'il accepte de monter dans une majorité bruxelloise alternative, va devoir se rabibocher avec le MR, Ce qui n'est pas gagné non plus.

Finie la symétrie ?

Quid dès lors si Défi refusait la proposition du cdH et du MR ? On se retrouverait là aussi dans une situation singulière où le gouvernement bruxellois devrait travailler en affaires courantes puisque sans le cdH, PS et Défi (actuellement dans la majorité) ne seraient plus suffisamment.

Bref, En Wallonie, à la Fédération ou à Bruxelles, Benoît Lutgen a pris un énorme risque sans réellement prendre la mesure des conséquences.

Les autres partis sont en tout cas clairs : c'est maintenant à lui à régler la situation, à montrer de quel bois le cdH se chauffe pour les convaincre.

La balle est dans son camp. Alors que c'est le contraire qu'il voulait.

Comme le dit un ponte du MR, il est pris à son propre jeu. Celui du quitte ou double et du coup de poker. ■

M. Dum.

« À l'heure où le PS se positionne clairement en faveur du décumul, le cdH a manifestement pris peur. » **Elio DI RUPO**

29 ans sans discontinuer que le Parti socialiste est au gouvernement wallon.

L'exclusion du PS lui donnera l'occasion de faire sa révolution

RFCA

L'occasion d'un renouveau pour le PS

LES CONSÉQUENCES

Le coup est rude pour le salvateur.

PS. Mais il lui donne

aussi les coudées

franches pour entamer

un renouvellement

• **Alain WOLWERTZ**

Une fois le moment de stupeur passé et la rancœur ravalée, et si le PS se rendait compte

que c'est peut-être une chance pour lui ?

Au fil des affaires qui s'accumulent depuis des mois pour les socialistes, les analystes, les politologues et les adversaires leur prédisent un 18 juin à la française. Si ce n'est déjà aux communales

d'octobre 2018, plus sûrement sans doute aux régionales de mai 2019.

Si les cadors du parti font mine de croire que les réformes de gouvernance et les exclusions des parvenus permettraient de retrouver la confiance d'ici à ces échéances électorales, en interne et particulièrement au sein des militants on n'y croit plus vraiment. Au point que certains appellent de leurs vœux une cure d'opposition comme meilleur remède à cette gauche malade du pouvoir ininterrompu depuis 29 ans en Wallonie.

En lui donnant son C4 sans préavis, le cdH ne fait donc qu'anticiper les choses et offre aux socialistes l'occasion d'accélérer les réformes internes nécessaires. Et qui seront certainement plus aisées à réaliser en étant délié de

toute responsabilité gouvernementale. Car une révolution qui bouscule vraiment l'ordre établi, cela se mène depuis l'extérieur, pas avec les rênes du pouvoir en main. Bref, le PS va pouvoir se consacrer intégralement à une rénovation en profondeur, libéré de ses responsabilités exécutives.

Dans cette optique de bouleversement salvateur, la première tête à tomber pourrait être celle d'Elio Di Rupo. L'ex-Premier ministre n'a convaincu personne dans son rôle de leader (?) d'opposition au fédéral et les affaires ont montré qu'en tant que président de parti il était incapable de maîtriser « *les parvenus* » de sa formation qu'il prétendait pourtant vouloir chasser il y a déjà... 12 ans. Paul Magnette, qui ne voulait pas abandonner la ministre-présidence voit la porte du bou-

levard de l'Empereur s'ouvrir en grand et sans plus devoir cumuler.

Autre avantage pour les socialistes, les voici sur les bancs de l'opposition dans les entités fédérées comme au fédéral. Face, dans les deux cas, à des majorités purement de centre-droit ils pourront mener une véritable opposition de gauche aux côtés des écologistes et, surtout, du PTB qui avaient beau jeu de dire que le PS avait dilué son socialisme dans des majorités et des programmes de droite.

De là à dire que ce renvoi prématuré et inattendu dans l'opposition permettra au parti socialiste de se présenter aux prochaines élections avec une véritable image de formation renouvelée, ce n'est évidemment pas certain. Ce qui l'est par contre, c'est qu'il aurait encore eu moins de chance d'y parvenir en restant au pouvoir. ■